

# L'Afrique passe au numérique

*Lors de la reconstruction qui suivra la pandémie de COVID-19, les dirigeants devront investir dans des technologies innovantes afin de surmonter les obstacles au développement inclusif*

**Cristina Duarte**



PHOTO MISE GRACEUSEMENT À DISPOSITION PAR CRISTINA DUARTE

**PENDANT LA PLUS GRANDE** partie du XXI<sup>e</sup> siècle, l'Afrique a connu une forte croissance économique, portée principalement par la demande de matières premières. Mais le discours de « l'essor de l'Afrique » qui a accompagné cette croissance s'est surtout concentré sur l'augmentation du PIB, qui est trop unidimensionnel. En réalité, la croissance économique de l'Afrique n'a pas réussi à créer de bons emplois en nombre, retardant, une fois encore, les bénéfices du dividende démographique lié à une forte population d'âge actif. Parce que les personnes âgées et les jeunes qui ont besoin d'aide sont moins nombreux que les personnes d'âge actif, le dividende est censé libérer des ressources qui peuvent être consacrées au développement inclusif.

En fait, la formulation des politiques économiques en Afrique est restée ancrée dans la croyance vieille maintenant de près d'un demi-siècle que le « développement »

se borne à gérer la pauvreté — autrement dit, elle assimile la question du développement au recul de la pauvreté. L'abandon du programme d'industrialisation des débuts de l'indépendance au profit d'un programme de réduction de la pauvreté est une raison majeure du malaise économique du continent. Pour reprendre les termes du Sommet sur l'innovation en Afrique (2018), le programme de développement est passé de la transformation socioéconomique au plus petit commun dénominateur, la gestion de la pauvreté.

Pour générer une croissance économique favorisant un développement durable, l'Afrique doit désormais recentrer son action afin de retenir et créer des richesses, améliorer la gestion de ses ressources, promouvoir l'inclusion, monter en rang dans les chaînes de valeur mondiales, diversifier ses économies, optimiser son bouquet énergétique et placer le capital humain au cœur de la formulation des politiques économiques. Pour cela, les politiques publiques africaines doivent encourager l'investissement dans la recherche, le développement et l'innovation (R-D-I) afin de relancer les structures économiques du continent et de rattraper le reste du monde dans le domaine des technologies. L'innovation et les technologies numériques de l'information qui l'accompagnent sont aujourd'hui une composante indispensable de tout effort engagé pour gérer des défis tels que la sécurité alimentaire, l'éducation, la santé, l'énergie et la compétitivité. Le monde est mû par l'innovation : la fracture mondiale continuera de se creuser si les dirigeants africains ne recueillent pas les bénéfices potentiels de la R-D-I. Le problème, c'est que l'on parle de l'innovation et qu'on en débat, mais sans définir de stratégie.

## Une opportunité pour passer au numérique

C'est là, paradoxalement, que la pandémie de COVID-19, malgré tous les dégâts économiques et sociaux qu'elle a provoqués, offre l'opportunité aux pays africains d'innover et de faire leur révolution numérique. Les pays africains devront reconstruire leur économie. Ils ne doivent pas se contenter de la réparer, mais la recréer, transformation numérique en tête.

Pour l'instant, les sociétés civiles semblent plus prêtes que les dirigeants à adopter les technologies numériques.

Ce secteur s'est développé en Afrique sans aucune aide publique, par le biais des couveuses et de start-up, de plateformes technologiques et de centres de données. Les activités du secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) se répandent sur tout le continent et les jeunes Africains ripostent aux défis posés par la COVID-19 au moyen des technologies numériques. Ainsi, dans un centre de TIC au Kenya, l'entreprise FabLab a créé Msafari, une application de traçage des contacts qui peut suivre la propagation des infections. Une application similaire, Wiqayna6, a été développée au Maroc. Au Rwanda, le gouvernement apporte la démonstration des réussites rendues possibles par des politiques publiques éclairées. Le pays a fortement investi dans l'infrastructure numérique (90 % du territoire a accès au haut débit et 75 % de la population possède un téléphone portable). Au début de la pandémie, le Rwanda a fait fructifier cette prouesse technologique en élaborant une carte numérique en temps réel pour suivre la propagation de la COVID-19, a développé la télémédecine afin de réduire les visites dans les cliniques et a créé des agents de dialogue (« chatbots ») pour informer la population sur la maladie.

Ces efforts sont prometteurs, mais le numérique n'est pas très répandu en Afrique. Le Rwanda fait figure d'exception. Seulement 28 % des Africains utilisent Internet, une fracture numérique qui empêche le continent de tirer pleinement profit des capacités des technologies numériques pour atténuer certains des effets les plus graves de la pandémie.

Du fait de cette expansion lente des technologies d'Internet, le continent a aussi plus de difficultés à dépasser les obstacles au développement durable. Si l'on veut générer une croissance transformatrice, la transformation numérique ne peut être laissée principalement entre les mains de la société civile et du secteur privé. La fracture socio-économique en Afrique nourrit la fracture numérique et inversement. Les dirigeants doivent s'engager résolument dans la transformation numérique pour parvenir à une transformation structurelle.

### La fracture numérique

Lorsqu'on évalue la fracture numérique, il faut garder à l'esprit que la question ne se limite pas à l'accès à Internet ; les bénéfices qu'Internet apporte aux utilisateurs doivent être aussi pris en compte. L'objectif de la transformation numérique ne doit pas être seulement d'augmenter la consommation ; il faut aussi renforcer la résilience des sociétés civiles, ce qui exige un cadre réglementaire clair et une population instruite.

En Afrique, ce n'est pas seulement la connectivité à Internet qui fait défaut. Il manque aussi d'autres fondamentaux comme l'électricité, l'alphabétisation, l'inclusion financière et la réglementation. Résultat, les individus ne sont pas en mesure d'utiliser les solutions numériques



Des élèves en ingénierie, à Dar Es-Salaam, en Tanzanie (2017).

disponibles. En outre, une bonne part de la population africaine est encore aux prises avec des menaces vitales comme les conflits et l'insécurité alimentaire, de sorte que survivre au jour le jour est l'unique objectif de ces individus. Des millions d'Africains sont non seulement du mauvais côté de la fracture numérique, mais ils sont aussi du mauvais côté de nombreuses fractures : ils n'ont pas les services sanitaires et publics de première nécessité comme l'électricité, l'eau potable, l'éducation et les soins de santé. La COVID-19 a accentué leur détresse parce qu'en raison des confinements et de la distanciation physique, de nombreux services publics ne sont accessibles qu'en ligne. La terrible vérité est que ces centaines de millions d'individus ont été laissés pour compte et qu'à moins que les dirigeants africains prennent conscience que l'accès aux technologies numériques est un outil critique d'inclusion socioéconomique, le progrès sera confiné à ceux qui ont l'électricité et les services de télécommunication, isolant davantage la grande majorité qui en est privée. La fracture se creusera.

Les profondes perturbations engendrées par la pandémie ont offert de subtiles occasions de refonder la société. La période que nous vivons met la vision et la capacité d'impulsion des dirigeants à l'épreuve. Comme l'a souligné McKinsey & Company (2020), « la crise de la COVID-19 porte en germe une réinvention à grande échelle de la structure économique en Afrique, de ses systèmes de prestations de services et du contrat social. La crise accélère les tendances comme la transformation numérique, la concentration du marché et la coopération régionale, et elle crée des opportunités considérables, telles que la promotion de l'industrie locale, la formalisation des petites entreprises et la modernisation de l'infrastructure urbaine. »

C'est maintenant qu'il faut agir. Il ne faut pas que la reconstruction à la suite de la COVID-19 soit synonyme pour l'Afrique d'un retour à la réalité de la pré-pandémie.

## Il ne faut pas que la reconstruction à la suite de la COVID-19 soit synonyme pour l'Afrique d'un retour à la réalité de la prépandémie.

L'Afrique doit construire une meilleure réalité qui reconnaît la nécessité d'innovation, en particulier des technologies numériques. C'est une condition préalable pour surmonter la myriade de défis qui se posent pour son développement, comme la pauvreté, la santé, la productivité, la compétitivité, la diversification de l'économie, la sécurité alimentaire, les changements climatiques et la gouvernance.

### L'Afrique réceptive au changement

Au cours des cinq dernières années, il s'est produit en Afrique un changement qui laisse à penser que le continent est peut-être réceptif à l'idée de mieux construire au lieu de simplement reconstruire. Liu (2019) a cerné trois grandes initiatives africaines qui signalent cette réceptivité au changement :

- la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), qui ambitionne de créer un marché unique avec un PIB combiné supérieur à 3 400 milliards de dollars et plus d'un milliard d'habitants ;
- le nouveau Centre pour la quatrième révolution industrielle affilié au Forum économique mondial et créé par le gouvernement sud-africain, pour le dialogue et la coopération sur les défis et les possibilités découlant des technologies de pointe ;
- le programme de croissance pour l'Afrique du Forum économique mondial, qui vise à aider les entreprises à se développer et à travailler à l'international en s'appuyant sur l'activité entrepreneuriale du continent (13 % plus élevée que la moyenne mondiale).

Ces initiatives en cours pourraient littéralement changer la donne en insufflant de la vie dans la dimension descendante de la transformation numérique.

Jusqu'ici, le changement est presque exclusivement parti du bas. Plus de 600 plateformes technologiques — des lieux conçus pour aider les entreprises qui démarrent — ont été créées sur le continent. Trois sont reconnues à l'international : Lagos au Nigéria, Nairobi au Kenya et Le Cap en Afrique du Sud. Elles accueillent des milliers de jeunes entreprises, de couveuses, de parcs technologiques et de centres d'innovation dirigés par le secteur privé et les jeunes qui, malgré l'adversité, ont conscience des liens entre le travail indépendant et l'innovation.

### Un manque de politiques publiques

La situation apparaît moins prometteuse lorsqu'on la considère de haut en bas. Selon un rapport du Forum économique mondial de 2018, 22 des 25 pays analysés

n'avaient pas de politique publique centrée sur un écosystème pour l'innovation.

D'un point de vue géographique et sectoriel, il est essentiel d'investir dans la numérisation généralisée pour remédier aux problèmes socioéconomiques, mais aussi pour faire face aux défis en matière de paix et de sécurité. Et cela stimule la croissance économique. En effet, il est ressorti d'une étude réalisée par l'Union internationale des télécommunications qu'un gain de 10 % de la pénétration du haut débit mobile engendrerait une hausse de 2,5 % du PIB par habitant en Afrique.

Mais les solutions numériques ne peuvent pas émerger du néant. Les dirigeants doivent intégrer la mise en œuvre des technologies numériques dans un écosystème de l'innovation, et il n'y a pas de temps à perdre. Priorité doit être donnée à des cadres réglementaires bien calibrés et aux investissements dans les infrastructures, les compétences numériques et l'inclusion financière.

La plupart des travaux de recherche montrent que les technologies numériques sont essentielles pour relever les défis socioéconomiques. On les décrit souvent comme l'ingrédient dont l'Afrique a besoin pour entrer dans un développement économique durable et inclusif. Du point de vue économique, de meilleures technologies de l'information et de la communication démocratisent les informations essentielles pour les agents de production et du marché, ce qui favorise des chaînes de valeur plus efficaces et des produits et services plus abordables. Et les plus vulnérables en bénéficieront.

Cependant, l'adoption massive des technologies numériques implique aussi que les dirigeants doivent comprendre et gérer les complexes répercussions juridiques et éthiques qu'ont les technologies sur la société, y compris la vie privée, les données et la fraude fiscale. C'est d'autant plus vrai en Afrique, où les institutions ne sont peut-être pas assez puissantes pour défendre les droits et les intérêts de leur peuple contre ceux du marché. **FD**

**CRISTINA DUARTE** est conseillère spéciale pour l'Afrique auprès du Secrétaire général de l'organisation des Nations Unies, António Guterres, et ancienne ministre des Finances de Cabo Verde.

### Bibliographie :

Africa Innovation Summit. 2018. "The Future of AIS—Concept Paper." Kigali, Rwanda.

Liu, Alex. 2019. "Africa's Future Is Innovation Rather than Industrialization." World Economic Forum on Africa, Davos.

McKinsey & Company. 2020. "Reopening and Reimagining Africa—How the COVID-19 Crisis Can Catalyze Change." May 29.